Les propos anti-européens de Michel Barnier sur la souveraineté juridique et la question des migrations sèment la consternation à Bruxelles

12/09/2021 à 12h54



Lors des journées parlementaires des Républicains à Nîmes, jeudi, le candidat à l'investiture de la droite s'est attaqué aux fondements mêmes de l'Union européenne.« I*l faut retrouver notre souveraineté juridique* » sur la question des migrations, a-t-il lancé à l'auditoire, et ne pas être « *menacés en permanence d'un arrêt ou d'une condamnation de la Cour de justice européenne ou de la Convention des droits de l'homme, ou d'une interprétation de notre propre institution judiciaire* ».

En substance, a résumé sa formation politique dans un tweet, Michel Barnier ne veut plus que les Français soient « *soumis aux arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne ou de la Cour européenne des droits de l'homme* ».

A la fin de mars, il quittait Bruxelles dans un concert de louanges. […] Moins de six mois plus tard, le même Michel

Barnier, qui aimerait porter les couleurs du parti Les Républicains (LR) à l'élection présidentielle de 2022, a semé la consternation parmi ses plus fidèles soutiens dans la sphère européenne. Jeudi 9 septembre, à l'occasion des journées parlementaires des Républicains à Nîmes, ce gaulliste social revendiqué s'est en effet attaqué aux fondements mêmes de cette Union européenne (UE) qu'il a tant servie et qui lui a beaucoup donné. […]

« *Il va plus loin que les Polonais, qui contestent la primauté du droit européen ponctuellement !* [les tensions entre Varsovie et la Commission sur le sujet se multiplient]. *Il vient de casser l'image qu'il s'était lui-même construite. Pas sûr que ce soit payant politiquement !* », constate l'un d'eux. A Bruxelles, même ses anciens collaborateurs ne cachent pas leur déception. «***On est tous atterrés*** **», confie un haut fonctionnaire européen, « c*'est un naufrage, un pacte faustien*** **».**

Le Monde